

Un droit contre tous les autres

Puisque sur une Terre dévastée et devenue incapable de nous accueillir, toute autre préoccupation sera sans objet, c'est par une juste nécessité que la protection de la nature s'impose et s'imposera toujours plus comme notre principal défi. Déjà, nombreux sont les facteurs de pression anthropiques à être examinés à la loupe. En quantité comme en qualité, nos consommations et nos rejets sont mis en cause. On ne peut que se réjouir d'un tel retournement, même s'il relève essentiellement de l'intention ; globalement en effet, l'humanité consomme et jette toujours un peu plus chaque année. A titre d'encouragement, nous pourrions néanmoins applaudir cette déclaration de bonne volonté, si curieusement, elle ne laissait de côté un élément absolument déterminant et sans lequel toute réflexion écologique se voit sapée à la base : celui du nombre des hommes.

De nombreux droits sacrifiés

La poursuite de cette course vers des effectifs toujours plus importants imposera aux hommes de nombreuses et lourdes contraintes. Elle imposera bien sûr le renoncement à toute forme de confort, mais plus fondamentalement encore, elle exigera l'abandon de la plupart de nos droits à choisir notre style de vie et à profiter d'une planète préservée.

L'habitat individuel

L'habitat individuel constitue aujourd'hui l'une des cibles privilégiées de la pensée écologiste. Depuis quelques années, l'appel à la re-densification des villes aussi bien que la valorisation de l'habitat collectif sont devenus des classiques de l'argumentaire environnementaliste.

Ce point de vue apparaît justifié au regard du véritable « mitage » des paysages qu'entraîne l'extension des lotissements. Vus du ciel, nos villages sont désormais noyés dans une mer de petites villas presque toutes identiques. Il en est de même autour des grandes agglomérations où seules des voies rapides et de hideuses zones commerciales leur font encore concurrence. L'espace est consommé et la quantité d'énergie nécessaire pour approvisionner cet habitat et permettre à chacun de se rendre quotidiennement sur son lieu de travail pose un véritable problème. Pourtant, l'habitat dispersé possède aussi ses propres vertus, pourvu qu'il ne s'applique pas à des populations trop nombreuses.

D'abord, reconnaissons-le, il correspond à une aspiration d'une partie d'entre nous à posséder son chez soi, sa maison et son jardin grâce auxquels, il devient loisible de disposer d'un peu d'espace, d'un peu d'autonomie et d'un contact plus direct avec la nature. Dîner dans son jardin les soirs d'été, voir croître ses plantes au rythme des saisons, s'occuper de son potager ou de ses plantes d'ornement sont des besoins et des plaisirs simples. Ils ne sont peut-être pas aussi méprisables que certains écologistes veulent nous le faire croire.

L'habitat individuel, souvent associé à la propriété favorise aussi la responsabilisation. Quand chacun est en charge directe de son logement, cela conduit à des comportements plus favorables à l'équilibre de nos sociétés. Chacun voit et profite du fruit de ses efforts ; l'allocation des ressources est plus librement décidée. Ajoutons aussi qu'une part des travaux peut être réalisée directement par le propriétaire et que cela entraîne de substantielles économies. De plus, les très lourdes charges liées aux ascenseurs nécessaires à une large partie des immeubles collectifs deviennent évidemment sans objet.

Un élément très important va dans le même sens. Devant les risques de pénurie énergétique, et/ou de collapsus environnemental mettant à bas tous les équilibres, nombreux sont les analystes qui n'excluent pas que nos sociétés soient menacées demain, peut-être avant la fin du siècle, par un véritable et très rapide effondrement. Cet effondrement conduirait à une probable paralysie des réseaux qui irriguent nos villes. Or, notre dépendance aux réseaux est telle que nos sociétés sont d'une extrême fragilité. L'indisponibilité du seul réseau électrique rendrait tous les autres inopérants. Sans électricité, plus d'eau, plus de communications, plus de transports, plus de services, plus d'emplois (à quoi servirait d'aller dans des bureaux équipés d'ordinateurs aux écrans noirs), et bien sûr, plus d'approvisionnement alimentaire. A chacun d'imaginer ce que deviendrait une agglomération comme la Région parisienne placée quelques jours seulement dans une telle situation. Pensez aux toilettes (pardon), au manque de nourriture, au noir presque total... Par nature, l'habitat collectif et concentré suppose une dépendance extrême. L'habitat individuel, au contraire, offre une résilience beaucoup plus importante. Face à un choc, les habitants des campagnes, et même dans une certaine mesure, ceux des lotissements, auront les moyens de réagir et pourront passer quelques temps, en relative autonomie. Un jardin, même petit, favorise cette autonomie, l'eau de pluie peut être récupérée, un peu de bois permet de se chauffer à minima. Enfin, et ce n'est pas le moindre en période de crise face à un désarroi général, chacun dans ses conditions aurait le sentiment de pouvoir faire quelque chose pour lui-même et de voir ses efforts récompensés, ce qui n'a guère de sens dans une grande ville où, quelles que soient la compétence et la bonne volonté, un individu ou une famille ne pourront en rien s'assurer du minimum vital.

Ces raisons n'effacent pas les méfaits de la consommation d'espace que suppose l'habitat dispersé, mais dans le cadre d'une population moins nombreuse, l'habitat individuel présente des vertus incontestables et constitue sans doute une bien meilleure solution pour demain. D'ailleurs les mégalo-poles font-elles vraiment rêver ? Dans leur majorité, les hommes, s'y entassent-ils par plaisir ou par obligation ?

L'alimentation : la viande

La nourriture carnée constitue une autre cible privilégiée du discours écologiste traditionnel, au prétexte qu'à surfaces cultivées égales, la quantité de protéines récupérables est plus importante par une consommation directe des végétaux que par la consommation des animaux d'élevage les ayant eux-mêmes préalablement ingérées. Certes, mais... Quels sont les non-dits de cette préférence ?

Entendons-nous bien, il ne s'agit en rien de critiquer le choix du végétarisme si celui-ci est dicté par la compassion envers les animaux. Il est certain que les conditions d'élevage et d'abattage sont aujourd'hui si souvent insupportables qu'elles nous déshonorent. Selon la célèbre et, hélas, si juste formule d'Isaac Singer, «*Pour les animaux c'est tous les jours Treblinka*». Quelles que soient leurs coutumes en matière d'alimentation, les hommes ont le devoir d'améliorer sensiblement le traitement des animaux d'élevage.

Il est également tout à fait respectable d'être végétarien par choix diététique. La consommation excessive de viande, et en particulier de viande rouge, est d'ailleurs régulièrement déconseillée par nombre de nutritionnistes. De toute évidence, dans les pays occidentaux, le manque de protéines animales ne constitue pas la principale source de déséquilibre alimentaire et nous pourrions, au moins pour la plupart d'entre nous, manger moins de viande sans difficulté.

Par contre, être végétarien pour permettre à toute force de nourrir et donc de générer des effectifs toujours plus imposants est un choix qui nous fait entrer dans un cercle infernal dont le *credo* pourrait être : « Privons-nous de tout dans le seul but de nous permettre à toute force d'être plus nombreux ». Serons-

nous plus heureux sur la planète à être dix milliards en nous obligeant à ne consommer que des légumes et des fruits ou en étant seulement un ou deux milliards et en nous autorisant à manger un peu de viande et de poisson ? Certains déjà envisagent de généraliser la consommation d'insectes pour faire face aux pénuries à venir. Comment mieux illustrer le concept de fuite en avant ? Devrons-nous demain manger directement des bactéries ?

Les Voyages

On dit parfois que toute l'activité des hommes consiste à transporter des objets d'un point à un autre. On pourrait ajouter « et à se transporter eux-mêmes ». C'est le plus souvent pour des trajets quotidiens et pour des raisons professionnelles, c'est parfois pour leurs loisirs et leur soif de découvertes. Là aussi, les voyageurs, surtout s'ils utilisent l'avion, ce qui est presque toujours le cas pour les longues distances, sont fréquemment ostracisés et cela d'autant plus qu'une partie de ces voyages les emmènent dans des pays plus pauvres où le contraste entre leurs dépenses et le niveau de vie des populations environnantes est plus flagrant. Doit-on les condamner ? Doit-on interdire les voyages ?

Une fois de plus, tout est question d'ordre de grandeur. S'il est aberrant d'aller régulièrement d'un coup d'aile passer un weekend à 2 000 kilomètres comme le font quelques-uns des plus fortunés d'entre nous, est-il absurde, quelquefois dans sa vie, de faire un beau voyage et de découvrir d'autres terres ? Non, c'est même une vraie richesse. Or, pour économiser l'énergie, ce droit-là aussi sera sacrifié dans un monde surpeuplé. De même, il sera refusé en sens inverse, aux habitants des pays aujourd'hui les plus pauvres de venir visiter en touristes les pays occidentaux, puisque qu'avec ses sept et demain dix milliards d'humains la planète n'offrira pas suffisamment d'énergie pour permettre à tous de voyager.

Là encore, nous faisons face à l'impossibilité de concilier le nombre et certaines de nos activités. Le droit au nombre s'oppose aux autres droits des hommes et les plus pauvres en feront également les frais. Leur développement et leur accès à un mode de consommation plus confortable sera tout simplement interdit par la démographie. Nos effectifs feront passer la découverte du monde par pertes et profits. Par pertes en l'occurrence.

La démocratie, la liberté

La liberté et la démocratie seront les premières victimes de l'effondrement résultant de la confrontation de l'humanité aux limites de la planète. Souvent, les dictatures naissent des crises. L'autoritarisme et la surveillance ont toutes les chances d'être les réponses les plus évidentes que les sociétés trouveront pour tenter d'endiguer les désordres grandissants. Dans nombre de pays, le développement de la vidéo surveillance, mais aussi l'implication des citoyens dans des arcanes administratifs de plus en plus complexes et contraignants qui sous-tendent un fichage généralisé en constituent les premiers signes. Si, pour l'instant, la liberté de pensée reste effective dans les pays développés, notre mode de vie rend de plus en plus illusoire la possibilité d'échapper à la norme.

Dans les sociétés villageoises, le contrôle social relevait de la participation et de l'implication de chacun. Dans nos sociétés modernes qui rassemblent des millions d'individus apparemment autonomes mais en réalité tout à fait dépendants d'un ensemble de réseaux, le contrôle dépend de ce fichage. Les individus n'ont plus d'autonomie et par là, plus de résilience.

La violence et l'insécurité qui règnent dans les mégapoles illustrent ce risque pour la démocratie. L'insécurité est évidemment en soi une première atteinte à la liberté, celle de vivre sans crainte, mais elle l'est doublement puisque qu'elle génère en retour une demande de police et plus généralement de

surveillance toujours plus importante. Demande qui, si elle est satisfaite, sera synonyme de contrôles et de contraintes potentiellement liberticides. Dans un monde surpeuplé, il sera toujours plus difficile de sortir de ce cercle vicieux. Une solution consisterait justement à étaler l'habitat pour éviter la généralisation des concentrations urbaines. Cependant, comme nous l'évoquions plus haut, cet étalement est mis en cause par la pensée écologiste. Il n'y a donc pas d'autre façon de résoudre la contradiction que de nous orienter vers des effectifs plus raisonnables.

Le droit à une nature préservée

Ce droit constitue également une exigence. C'est un droit pour nous-mêmes et nos descendants, mais c'est aussi une exigence morale pour l'humanité qui ne peut s'arroger le triste privilège d'éliminer une grande part des autres formes de vie à son seul profit ou à ce qu'elle croit l'être. Aujourd'hui, les forêts se trouvent menacées au niveau mondial et il en est de même de la quasi-totalité des grands animaux, la mégafaune sera bientôt un souvenir.

Sur ce plan, l'attitude de nombre d'écologistes est doublement ambiguë.

Tout d'abord parce que la défense de la nature est très souvent teintée d'utilitarisme. Combien de fois a-t-on lu qu'il fallait préserver la forêt amazonienne, soit parce qu'elle était « le poumon de la Terre », soit parce qu'on y découvrirait certainement quelques principes actifs susceptibles de servir à l'élaboration de nouveaux médicaments ? Un tel argumentaire laisse penser que si demain, la science relativisait la part de l'Amazonie dans l'équilibre atmosphérique ou que si l'on n'y trouvait finalement aucune substance intéressante pour la pharmacopée, alors la disparition de la forêt et de ses animaux, serait acceptable.

La nature n'aurait-elle donc aucune valeur en soi ? On voit là que, sans en être toujours conscients, nombre de défenseurs de l'environnement, croyant mettre en avant un argument de premier ordre, ne font que véhiculer une pensée sous-jacente selon laquelle la nature n'est qu'un outil et sa préservation, une habile stratégie.

« *La beauté sauvera le monde* » aime à l'inverse répéter Nicolas Hulot. Cet état d'esprit me semble plus proche de ce qui devrait animer la pensée écologiste.

Cette pensée connaît une seconde dérive d'ordre idéologique. Globalement opposés au système capitaliste ou libéral, je laisse le choix des mots, beaucoup d'écologistes aiment à clouer au pilori quelques boucs émissaires éternellement condamnés, les Etats-Unis en constituent le parangon. Surconsommateur, gaspilleur, pollueur, ce pays serait par excellence le théâtre du crime contre la nature. Or curieusement, parmi les pays développés ce dernier abrite encore une grande faune sauvage : des ours, des pumas, des élans, des serpents...

Pourquoi ? Tout simplement parce que la densité de peuplement aux Etats-Unis, et plus encore au Canada, pays comparable en termes de niveau de vie, est sensiblement inférieure à celle que nous connaissons au Japon ou dans nos contrées européennes. En 2011, il y avait 32 habitants par kilomètre carré aux USA et 3 au Canada, quand il y en avait 114 en France métropolitaine, 202 en Italie, 229 en Allemagne, 258 au Royaume Uni, 339 au Japon, 355 en Belgique et 398 aux Pays-Bas. La préservation de la grande faune est impossible dans un pays densément peuplé. Cette règle n'offre pas d'échappatoire. Peut-on sérieusement imaginer des grizzlis en liberté en Belgique ? Peut-on envisager un vaste couvert forestier aux Pays-Bas ? Non, il n'y a plus de place, et cette réalité simple surpasse toutes les idéologies, fussent-elles d'inspiration généreuse.

La défense de ce droit à une nature préservée a été particulièrement bien exprimée par l'actrice Jane Fonda qui déclarait en janvier 2013 à la revue Néoplanète :

« Ensuite il y a un problème de conscience : à quoi ressemblera le monde sans animaux sauvages, sans vie marine ? Tout ça parce qu'une seule espèce animale, la plus dangereuse, l'homo sapiens, aura occupé tout l'espace et accaparé toutes les ressources ? Ne risquons-nous pas enfin des tensions, des guerres, si notre monde est encore plus surpeuplé, entassé ? Où va-t-on trouver la paix et le calme ? Le dépaysement ? Le recul ? Ou trouvera-t-on des terrains libres et non urbanisés pour avoir un contact avec la Nature ? Étant enfant, je me suis construite en explorant les plaines, les bois, et en jouant dans des endroits libres et envahis par la végétation. D'où va venir l'éveil de la jeunesse en 2045 ? »

Un droit contre tous les autres

Nous pourrions ainsi multiplier les exemples. Ils relèvent tous de la même philosophie : **L'humanité est en voie de se priver de tous les éléments de confort et très probablement de liberté au profit d'un seul et même droit, d'une seule et même morale supposés supérieurs : être plus nombreux sur la planète et la peupler jusqu'à ses limites ultimes.**

Pourquoi ? Sur quelles Tables de la Loi de telles règles ont-elles été gravées ? Pourquoi au contraire, ne pas être moins afin de pouvoir donner durablement plus à chacun et vivre comme nous l'entendons ? Serait-ce là un crime ?

Se poser la question n'est pas une invitation au luxe indécent et au gaspillage inconsidéré. Ce n'est pas une mise en cause des vertus incontestables d'une certaine frugalité. Cela revient simplement à reconnaître que nous aspirons presque tous à un certain confort, à une certaine sécurité matérielle et à une marge d'action supposant inévitablement une consommation minimale. C'est aussi réaffirmer que la misère n'est en rien souhaitable. Sachant que nous ne serons pas à la fois riches et nombreux, faut-il pour cela faire le choix d'être tous pauvres afin de préserver à tout prix le niveau de notre démographie ?

Ne soyons pas naïfs, pour la plupart d'entre nous, nous ne serons jamais frugaux par vertu, nous serons pauvres par obligation, et cette obligation-là, imposée par nos effectifs, s'accompagnera de l'impardonnable massacre de la nature. Quand cesserons-nous de nous prosterner devant cette idole aussi exigeante que menaçante que constitue le nombre ?

Aout 2017

Extrait d'un texte de Didier Barthes, porte-parole de Démographie Responsable